**Mémoire de la Table de concertation protestante présenté dans le cadre de la
Commission parlementaire sur le projet de loi 62**

Déposé à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale du Québec
21 octobre 2016

Introduction

De loin la plus grande minorité religieuse au Québec, le protestantisme représente environ 5 % de la population québécoise (Statistique Canada, 2011). On compte 54 confessions protestantes au Québec, dont 1028 Églises locales et paroisses francophones (461), anglophones (358) et allophones (200).

Depuis 1993, la Table de concertation protestante regroupe différentes confessions et Églises qui désirent aborder les problématiques concernant la foi et le « vivre ensemble » dans l'espace public québécois. Par ce mémoire, nous voulons humblement participer au débat entourant la laïcité de l'État et l'encadrement des demandes d'accommodements religieux dans certains organismes.

Règle générale, les protestants ne portent pas de symboles religieux les différenciant des autres traditions religieuses du Québec contemporain. Il semble que rien dans le projet de loi 62 n'affecte les pratiques culturelles et la vision du monde des communautés protestantes. Cependant, par solidarité avec toutes les traditions religieuses, il est primordial que le gouvernement tienne compte des principes suivants alors qu'il convie la classe politique et la société civile à débattre de ce projet de loi en commission parlementaire.

Principes fondamentaux

- Par souci de justice et d'équité pour tous les citoyens du Québec, peu importe leurs croyances et leurs traditions religieuses, l'État doit absolument demeurer laïque dans ses institutions, tout en reconnaissant que la dimension spirituelle est essentielle au bien-être des êtres humains collectivement et individuellement.
- Il est nécessaire de distinguer la laïcité de l'État et la place de la religion dans la sphère publique, car tout comme il est sain pour une société de critiquer les religions, ces dernières doivent aussi incarner, dans la sphère publique, une critique de la société sur la base des convictions qui leur sont propres, et ce, dans un esprit de respect mutuel.
- Il est de la responsabilité de l'État et de tous les acteurs de la société civile de promouvoir une culture publique commune fondée sur le civisme, la quête de la vérité, la démocratie, la liberté de conscience, l'égalité entre les citoyens et la solidarité, dans un contexte pluraliste où il est nécessaire d'établir un dialogue constant entre les différentes institutions pour développer les règles du « vivre ensemble ».
- La Charte des droits et libertés de la personne du Québec, la Charte canadienne des droits et libertés et la Déclaration universelle des droits humains des Nations Unies doivent être respectées par tous les acteurs sociaux et institutions, notamment en ce qui concerne les

libertés et droits fondamentaux comme la liberté de conscience, de religion, d'opinion, d'expression, d'association et de réunion pacifique.

Recommandations

Afin de préserver l'équilibre entre la laïcité de l'État et les droits fondamentaux des individus, cela afin que tous les citoyens du Québec aient droit à un traitement juste et équitable, la Table de concertation protestante recommande à la Commission des institutions de tenir compte des trois propositions suivantes.

1. Définir la notion de « neutralité religieuse de l'État » et de quelle façon celle-ci doit s'imposer aux membres du personnel des organismes publics dans l'exercice de leurs fonctions.

Par exemple, s'agit-il de tenue vestimentaire et du port de signes religieux ? En quoi le bris de cette règle défavoriserait ou favoriserait une personne en raison de l'appartenance ou non à une religion ? En fait, la notion même de neutralité religieuse s'incarne d'abord dans une attitude de respect envers les personnes, peu importe leur filiation spirituelle, qu'elle soit manifeste ou non. Elle reste un idéal à atteindre dans le cadre des services publics, mais dans les faits elle nécessite un processus d'apprentissage, de création et de renouvellement continu afin de créer un contexte propice à l'intégration de tous dans une culture publique commune dynamique.

2. Les recommandations du rapport Bouchard-Taylor en matière de pratiques interculturelles doivent guider les délibérations de la présente commission par rapport à l'encadrement des demandes d'accommodements religieux dans certains organismes.

La commission doit reconnaître que les groupes religieux sont des interlocuteurs socialement crédibles. En conséquence, nous croyons que les lignes directrices du gouvernement en matière d'accommodements religieux sont légitimes et que l'application des articles du projet de loi 62 doit se faire dans un esprit de collaboration et d'ouverture à la diversité religieuse du Québec. Les personnes responsables de l'application de la loi, peu importe le milieu, doivent apprendre à reconnaître la participation des groupes religieux au bien commun.

3. La laïcité de l'État doit être un instrument de paix sociale au service de tous les citoyens du Québec, et ce, peu importe leur origine et leurs convictions religieuses, c'est pourquoi les chartes québécoise et canadienne doivent prévaloir à tout changement législatif concernant la liberté religieuse des individus.

En cas de litige sur des questions relatives aux accommodements religieux, nous croyons que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ainsi que le Tribunal des droits de la personne ont l'expérience et l'expertise nécessaires pour traiter les plaintes liées à la discrimination et aux accommodements religieux.